

Les chercheurs mobilisés contre la politique d'"abandon" de l'Etat

LE MONDE | 10.01.04 | 13h17

Une pétition lancée le 7 janvier pour dénoncer la situation des laboratoires a déjà été signée par 3 500 scientifiques. Constatant l'écart entre le discours officiel et la réalité budgétaire qui les oblige à geler projets et embauches, ils menacent de démissionner de leurs fonctions de direction.

" Si les pouvoirs publics ne mesurent pas la gravité de la situation et, en particulier, la désespérance des plus jeunes, qui devient le problème central de nos laboratoires, les directeurs d'unités et d'équipes signataires présenteront leur démission collective de leurs fonctions de direction. " Lancée sur Internet, mercredi 7 janvier, la pétition intitulée "Sauvons la recherche" avait recueilli, vendredi 9 janvier, 3 500 signatures. Et la liste ne cesse de s'allonger.

Partie d'un noyau de biologistes des Instituts Cochin, Curie et Pasteur de Paris - *"en dehors de toute consigne syndicale"*, précise l'un de ses instigateurs, Alain Trautmann, codirecteur du département de biologie cellulaire de Cochin -, l'initiative s'est répandue, à la vitesse des courriers électroniques, à des représentants de toutes les disciplines, issus de nombreux organismes ou universités : CNRS, Inserm, CEA, INRA, Ifremer, Inria, ENS...

Parmi les premiers signataires, plusieurs centaines de chefs d'unité ou d'équipe, dont quelques "ténors". Axel Kahn, directeur de l'Institut Cochin, Alain Fischer, directeur d'une unité Inserm-Institut Necker, Jean-Denis Vigne, vice-président du conseil scientifique du Muséum et médaille d'argent 2002 du CNRS, Jacques Samarut, directeur de Rhône-Alpes Génopole, Geneviève Rougon, directrice de l'Institut de biologie du développement de Marseille, Joël Bockaert, directeur de la Génopole de Montpellier-Languedoc-Roussillon, Bernard Malissen, directeur du Centre d'immunologie de Marseille-Luminy... Plusieurs membres de l'Institut figurent également parmi les pétitionnaires. Et tous se disent *"conscients de la gravité"* qu'aurait une démission collective de leurs responsabilités administratives. Mais ils sont prêts à mettre leur menace à exécution *"pour tenter d'être entendus des pouvoirs publics, des responsables économiques et de l'opinion"*.

"SOUS-DÉVELOPPEMENT"

Cette fronde des chercheurs, exceptionnelle par sa forme, sa radicalité et la rapidité de sa propagation, couvait depuis plusieurs mois. Qu'elle éclate, par le hasard du calendrier, au lendemain de la présentation des vœux de Jacques Chirac aux "forces vives" de la nation lui donne une portée particulière. Le chef de l'Etat a annoncé la présentation, dans les prochaines semaines, d'un *"plan national"* destiné à donner *"une impulsion nouvelle à l'effort de recherche et de développement, aujourd'hui insuffisant"*. *"D'ici 2010, a poursuivi M. Chirac, notre effort national de recherche, tout compris, devra être porté d'un peu plus de 2 % à 3 % du PIB."* Et d'indiquer qu'une nouvelle loi d'orientation de la recherche, qui doit être adoptée avant la fin 2004, *"permettra de renforcer nos pôles nationaux de recherche et de soutenir de grands projets nationaux et internationaux"*.

Mais, depuis bientôt deux ans, les chercheurs constatent, entre les discours et les promesses du gouvernement et la réalité des moyens qui leur sont donnés pour travailler, un fossé abyssal. Les organismes publics de recherche ont subi, en 2003, des coupes budgétaires et des annulations de crédits sans précédent dans leur histoire. Partout, il a fallu geler des projets, différer des achats d'équipements. Certes, le budget 2004 marque une légère amélioration, grâce à la création d'un fonds de 150 millions d'euros prélevés sur les recettes des privatisations et destinés à financer des actions prioritaires. Mais ce ballon d'oxygène ne suffit pas à sortir de l'asphyxie financière. Et encore moins à rapprocher la France de l'objectif - qui est celui de toute l'Europe - de consacrer 3 % de son PIB à la recherche et au développement, afin de combler son retard sur les Etats-Unis et le Japon, mais aussi sur d'autres pays comme l'Allemagne.

"En dépit du discours officiel affirmant que la recherche est une priorité nationale, le gouvernement français est bel et bien en train de fermer le secteur de la recherche publique", écrivent les pétitionnaires. *"A l'aube du XXIe siècle, la France a besoin d'une recherche vigoureuse, défendent-ils. Croire que l'on peut limiter la recherche à quelques axes prioritaires pour la société, c'est entrer dans une logique de sous-développement. Nous assistons à un abandon de la recherche fondamentale par l'Etat. Cette politique entraînera irrémédiablement à sa suite un effondrement de toute recherche appliquée."*

Les chercheurs s'inquiètent, plus que tout, de la *"réduction brutale"* du nombre de recrutements statutaires de jeunes chercheurs, en raison de la suppression de 550 postes permanents dans les organismes publics, au profit de contrats à durée déterminée. Ainsi 30 postes seulement de chargés de recherche sont-ils prévus en 2004 pour l'Inserm, contre 95 en 2002. *"Coïncidant avec un départ massif de cadres de la recherche française à la retraite, cet abandon fera que l'écart avec les autres pays équivalents atteindra rapidement un point de non-retour, d'autant que les jeunes scientifiques s'expatrieront, mouvement déjà largement amorcé"*, mettent en garde les pétitionnaires.

Ceux-ci en appellent à la ministre de la recherche, Claudie Haigneré, pour que *"soit mise en chantier dans les plus brefs délais la préparation d'Assises nationales de la recherche"*. Le modèle pourrait en être, proposent-ils, le colloque "historique" de Caen, organisé en 1956 à l'initiative de Pierre Mendès France, et dont les recommandations servirent de terreau au renouveau spectaculaire de la recherche française conduit, dans les années 1960, par le général de Gaulle.

Pour l'heure, le cabinet de Claudie Haigneré juge l'initiative des pétitionnaires *"décalée"*. *"Au moment, dit-on dans l'entourage de la ministre, où le président annonce une loi d'orientation qui marque une volonté de dynamiser la recherche,*

menacer de démissionner n'est pas une bonne façon d'entamer le dialogue..."

Pierre Le Hir

• ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 11.01.04

S'abonner au Monde.fr - 5 Euros par mois

Droits de reproduction et de diffusion réservés © **Le Monde** 2004

Usage strictement personnel. L'utilisateur du site reconnaît avoir pris connaissance de la licence de droits d'usage, en accepter et en respecter les dispositions.

Politique de confidentialité du site. Besoin d'aide ? faq.lemonde.fr